

On doit à Jean-Louis Cailloux une contribution intitulée « À propos des remarques de Claude Gindin sur la base commune » en réponse à ma propre contribution parue sous le titre « La délégation de pouvoir et les idées ». Sa première phrase prévient que j'étais, « chacun le sait, très proche » des différentes directions du Parti. Je n'infirmerai, ni ne confirmerai. Je ne m'en défendrai, ni ne m'en flatterai. Qui d'ailleurs est « chacun » en dehors, éventuellement, d'un microcosme ? D'aucuns penseront que de pareilles considérations n'ont pas leur place dans une tribune préparatoire au congrès. J'en suis cependant honoré car ils signifient que leur auteur, estimant que mes arguments n'étaient pas sans portée, a jugé nécessaire de mettre en garde ses lecteurs : qu'ils sachent bien à qui ils ont affaire et quel liquidateur je suis ! Et ceci de longue date puisque je suis censé avoir participé à la disparition des *Cahiers du communisme* (qui ont cessé de paraître en 1999). Sauf que c'est une pure affabulation, n'ayant jamais été impliqué dans quelque décision que ce soit les concernant. M'est aussi reproché « le déclin organisé des écoles du parti ». Sauf que l'ancien dispositif, avec ses écoles centrales d'un mois et de quatre mois, avait déjà disparu depuis plusieurs années avant que, de 1997 à 2002, j'exerce des responsabilités nationales à la direction de la politique de formation du Parti. Les efforts pour le maintenir étaient demeurés vains parce qu'il ne correspondait absolument plus aux possibilités matérielles du Parti.

J'espère que Jean-Louis Cailloux ne m'en voudra pas si je vois un point d'accord entre lui et moi : on ne peut pas aujourd'hui se proclamer drapeau au vent parti d'avant-garde. Moi parce que je pense que, sur le fond ce n'est pas juste. Lui, parce qu'il sait bien que, « sur le terrain », on ne peut pas « aborder les questions comme cela » ; bref, il faut être d'avant-garde mais sans le dire trop fort. On touche ici une question intéressante. Il fut un temps, dans une configuration de classes bien différente de celle d'aujourd'hui, où toute l'expérience sociale tendait à montrer que la séparation des rôles entre ceux qui dirigent et ceux qui mettent en œuvre était une condition d'efficacité. Le Parti pouvait alors s'affirmer sans complexe parti d'avant-garde parce qu'il était reconnu comme tel au sein de la partie politiquement la plus avancée de la classe ouvrière. Depuis, avec la pénétration de la révolution informationnelle dans la production et dans des domaines de plus en plus étendus de la vie sociale, la coupure entre la conception des tâches et leur exécution tend souvent à devenir objectivement obsolète et sa nécessité s'impose de moins en moins dans les consciences. Et ceci n'est pas sans effet, de la part de celles et ceux qui contestent la légitimité de l'ordre établi, sur leur rapport aux organisations intervenant dans le champ politique. Pas sans effet notamment sur les conditions dans lesquelles peut s'exercer et se faire reconnaître l'utilité du Parti communiste. Parti d'avant-garde ou, à notre époque, parti de l'initiative communiste ? Ce n'est ni une affaire interne, ni une question qui peut s'envisager hors du temps.

Je remercie donc Jean-Louis Cailloux qui, par la distinguée vulgarité de ses attaques personnelles, m'a donné l'occasion de suggérer l'esquisse de l'ébauche d'une amorce d'un début de commencement d'invitation à la réflexion sur ce point.